

vice-roi d'Irlande, sans même les discuter. Préalablement il voulut mettre les apparences du bon droit et de la modération de son côté, et il convoqua à Glasgow les membres de l'Église presbytérienne en assemblée générale. Les puritains accoururent en foule à ce synode, et dès la première séance ils décrétèrent la mise en accusation de tous les évêques de la Grande-Bretagne, les jugèrent par contumace, les condamnèrent comme papistes et idolâtres à la dégradation, et excommunièrent ceux qui refuseraient de signer le Covenant d'Écosse. C'était précisément ce qu'attendait Charles I^{er} : il prit occasion de cette attaque directe contre le clergé pour faire appel à tous les défenseurs de la royauté et du sacerdoce; il réunit autour de sa personne les membres de l'aristocratie anglaise, les hauts dignitaires de l'Église, tous intéressés au maintien du despotisme, et les somma au nom de leurs privilèges de lui venir en aide. Tous les lords ouvrirent leurs trésors; les évêques et les archevêques fouillèrent dans les caves de leurs palais; les uns et les autres en tirèrent des sommes énormes extorquées au peuple, et vinrent les déposer à ses pieds pour lever des soldats et soutenir la lutte impie contre la nation. Avec l'argent de sa noblesse Charles I^{er} réunit immédiatement une armée de terre de vingt-huit mille hommes, une flotte nombreuse, et se prépara à envahir l'Écosse pour écraser les presbytériens avant qu'ils eussent le temps de s'organiser. Ceux-ci, se voyant en effet menacés par des forces de beaucoup supérieures aux leurs, craignirent un instant de s'exposer aux chances de la guerre, et entamèrent des négociations avec le souverain pour traiter de leur soumission. Charles Stuart exigea d'abord que les re-

belles déposassent les armes; puis, quand les puritains se furent retirés dans leurs cantonnements, le perfide monarque voulut de nouveau, au mépris de ses engagements, introduire violemment le rite des épiscopaux dans les églises d'Édimbourg. Alors l'Écosse entière se leva comme un seul homme, tous les clans s'armèrent, les villes arborèrent le drapeau de l'indépendance; un consistoire universel se forma sous le nom d'assemblée nationale, et rendit des décrets énergiques pour mettre le roi en demeure d'accepter le Covenant. De leur côté, les presbytériens anglais commencèrent à suivre l'exemple de leurs frères d'Écosse; une pétition, couverte de plusieurs millions de signatures, circula dans toutes les provinces de l'Angleterre pour le rétablissement du parlement, et Fairfax ne craignit pas de porter lui-même au tyran les réclamations du peuple.

Dans cette extrémité, Charles I^{er} appela encore à son aide le terrible Wentworth, qui était retourné en Irlande. Or, comme le péril était aussi bien pour le vice-roi que pour le tyran, Wentworth accourut à Londres afin de conjurer l'orage. Ses premières paroles furent : « La guerre à l'Écosse, » sire, non une guerre ordinaire, mais une guerre terrible, » une guerre d'extermination! » Cependant, il ajouta qu'il était prudent, pour diviser les presbytériens, d'accorder provisoirement un parlement aux Anglais. Le roi se conforma à cet avis, et rendit une ordonnance pour autoriser les élections générales dans la Grande-Bretagne. Quant à Wentworth, il reprit immédiatement le chemin de l'Irlande pour lever une armée; et telle était l'activité prodigieuse de cet homme, qu'en moins de onze jours il était parvenu à réu-

sur onze mille hommes de troupes, et qu'il se rembarquait pour l'Angleterre, prêt à soutenir une double lutte contre les presbytériens sur le champ de bataille et dans le parlement. Mais Dieu avait décidé dans sa sagesse infinie que tous les efforts des partisans de Charles Stuart seraient impuissants pour le sauver. A peine Wentworth mit-il le pied en Angleterre, qu'il tomba dangereusement malade, et qu'il se vit contraint de s'arrêter dans la ville de Chester, pendant que la chambre des communes ouvrait ses séances, et que la lutte recommençait entre la royauté et Olivier Cromwell, le même député qui douze ans auparavant avait fait refuser les subsides réclamés par Charles I^{er}.

Incapable de résister à l'éloquence énergique de Cromwell, le monarque eut recours, suivant son habitude, à Wentworth, qu'il venait de créer comte de Strafford, et lui envoya un courrier à Chester pour l'informer de la tournure que prenaient les affaires. Celui-ci ne perdit pas de temps, et quoique malade, il se fit transporter en litière jusqu'à Londres.

Un instant la balance pencha en faveur du roi; le parlement, séduit par des promesses mensongères, avait déjà pris parti pour la cour, lorsque Cromwell monta à la tribune, démasqua la perfidie du ministre, et ramena la majorité à son sentiment. Charles I^{er} songea alors à dissoudre la chambre des communes; mais les presbytériens ne lui donnèrent pas le temps d'exécuter son projet. Dès le lendemain, l'orateur Pym accusa de haute trahison devant les deux chambres le vice-roi d'Irlande, le premier ministre Wentworth, le nouveau comte de Strafford, et le fit arrêter au moment où il entrait dans la chambre des lords. Le chancelier d'Irlande,

le chevalier de Ratcliffe et plusieurs autres dignitaires furent également mis à la tour de Londres, comme ayant participé aux crimes de Strafford. Un comité, choisi parmi les membres des deux chambres, fut chargé d'instruire le procès; et pour donner plus de solennité à cette affaire, on éleva des échafauds à Westminster-Hall, où les membres du parlement siégèrent les uns comme accusateurs, les autres comme juges. Le vice-roi fut déclaré coupable d'avoir attenté aux libertés de la nation; mais comme il n'existait aucune loi relative à la responsabilité des ministres, on rendit un décret appelé bill d'attaîner, qui donnait pouvoir aux chambres de condamner Wentworth à la peine capitale. Cet édit fut envoyé à Charles pour qu'il y donnât sa sanction royale; celui-ci, comprenant plus que jamais combien il était nécessaire qu'il conservât un homme aussi habile, refusa de donner son approbation au bill d'attaîner.

Dès que le peuple eut connaissance de la résolution du roi, des groupes menaçants se formèrent dans les rues de Londres, et vinrent jusque sous les murs du palais demander la sanction du bill et la tête du comte de Strafford.

Tous les conseillers du trône, les lords, les prélats, la reine elle-même, tremblants, éperdus, se réunirent autour de Charles Stuart et le supplièrent de signer le bill. Le lâche monarque feignit de céder à leurs sollicitations, et signa l'arrêt de mort de son ministre! Strafford, en apprenant cette nouvelle, ne laissa échapper d'autre plainte que ces paroles du Psalmiste: « Ne mettez point votre confiance dans les rois! » Le lendemain, aux acclamations d'un peuple immense, il fut décapité par la main du bourreau à Tower-Hill.

Tous les ministres de Charles I^{er} tremblèrent sur le sort qui leur était réservé, et songèrent à se mettre à l'abri de la vengeance du peuple. Le garde des sceaux Finch s'enfuit en Hollande; le secrétaire d'état sir Francis Windebank se réfugia en France; le grand trésorier Juxon donna sa démission; et le roi se trouvant sans ministres, fut obligé d'en choisir parmi les hommes dévoués aux presbytériens. A partir de ce moment, le triomphe de l'indépendance fut assuré et la cause du despotisme perdue.

Néanmoins Charles Stuart voulut encore tenter un effort pour ressaisir son autorité, et songea à profiter du fanatisme des Irlandais, tous fougueux catholiques, pour exécuter une Saint-Barthélemy sur les puritains de ce pays, afin de frapper d'épouvante leurs coréligionnaires d'Écosse et d'Angleterre. Toutes les mesures furent prises pour assurer le succès de cette horrible trame; la reine entretenit des intelligences secrètes avec les papistes d'Irlande, et particulièrement avec un gentilhomme nommé Roger Moore, avec deux lords catholiques appelés Macguire et Phelim O'Neale; le roi expédia des lettres patentes pour autoriser le massacre de ses sujets, et fixa l'exécution à l'époque où il devait faire un voyage en Écosse pendant l'absence des chambres.

Le signal des massacres devait partir de Dublin, et à jour marqué Robert Moore et lord Macguire devaient s'emparer du château qui commandait la ville et faire main basse sur tous les protestants; heureusement le complot fut découvert, plusieurs des conjurés arrêtés, entre autres Macguire, et les presbytériens, avertis à temps, purent prévenir le coup dont on avait voulu les frapper. Mais les habitants des pro-

vinces n'eurent pas le même bonheur que ceux de la capitale, et se trouvèrent exposés sans défense aux hordes de fanatiques que dirigeait O'Neale. Partout les protestants furent égorgés sans pitié ni merci; les soldats, animés au carnage par les prêtres catholiques et par les jésuites, n'eurent égard ni à l'âge ni au sexe; ils tuèrent les femmes et les vieillards, ils violèrent les jeunes filles; et comme si la mort eût encore été trop douce, ils cherchèrent à augmenter les supplices de leurs victimes, soit en les brûlant à petit feu, soit en les noyant dans les flots, soit en les abandonnant entièrement nus dans les forêts ou sur les rochers pour les faire périr lentement de faim et de froid. On fit monter à deux cent mille le nombre des presbytériens massacrés en Irlande pour la gloire du catholicisme et la défense du despotisme!

A la nouvelle de cet exécrable attentat, les membres du parlement anglais accoururent à Londres, et publièrent une déclaration qui excluait à jamais le culte catholique de toute l'étendue de la Grande-Bretagne, et enjoignait à la chambre haute de chasser de son sein les lords-évêques. Charles I^{er} vint également en toute hâte d'Écosse, et voyant le mauvais effet de sa politique, il nia sa participation aux massacres d'Irlande, et prétendit que ses lettres patentes saisies dans les papiers des conjurés étaient fausses. Les députés parurent accepter la dénégation du roi, reportèrent l'accusation de complicité sur la reine, et voulurent la mettre en jugement; alors Charles Stuart osa attenter à l'inviolabilité des membres du parlement; il donna l'ordre à Herbert, son procureur général, un de ces hommes qui, par la nature même de leurs fonctions, sont prêts à commettre tous les crimes juridiques, de dresser un

acte d'accusation capitale contre Kimbolton, membre de la chambre des pairs, contre sir Arthur Haselrig, contre Holles, Hampden, Pym et Strodes, membres de la chambre des communes. Cela fait, il envoya des gardes pour les arrêter en pleine séance; mais le sergent d'armes chargé de l'exécution de cette mesure fut chassé de la chambre; alors Charles Stuart, à la tête d'une troupe de sbires, vint lui-même réclamer les accusés. Comme ceux-ci avaient eu la prudence de se retirer, le monarque ne put arrêter personne, et fut obligé de rentrer dans son palais poursuivi par les huées du peuple. Aussitôt il quitta Londres, qui ne lui offrait plus de sécurité, et se retira dans un de ses châteaux forts avec la reine, son fils et les seigneurs de sa maison; puis il fit passer Henriette-Marie en Hollande, sous prétexte de conduire au prince d'Orange, stathouder héréditaire des pays Pays-Bas, sa fille aînée qu'il lui avait donnée en mariage, mais en réalité afin de lever des troupes étrangères pour mettre à la raison les peuples de la Grande-Bretagne.

Le parlement pénétra sans peine les projets du roi, et pour prévenir l'effusion du sang et les malheurs d'une guerre civile, il lui envoya immédiatement l'ordre de résigner entre les mains de ses mandataires l'autorité suprême pour un temps indéterminé. A cette demande, Charles I^{er} ne put contenir sa rage : « C'est assez souffrir l'insolence d'une populace méprisante, s'écria-t-il, il faut qu'elle apprenne enfin » que je suis son maître ! » Ces paroles étaient le signal de la guerre entre la nation et le roi. Des deux côtés on s'y prépara avec une égale activité; Charles et son fils le prince de Galles se retirèrent à York et appelèrent autour d'eux les lords et

les évêques, ces éternels ennemis des libertés nationales. Le parlement leva une armée et la dirigea sur l'Yorkshire.

Pour la première fois les royalistes et les parlementaires en vinrent aux mains à Edge-Hill, et après un combat qui dura un jour et une nuit, ils se séparèrent avec des pertes égales. Dès l'ouverture des hostilités, Olivier Cromwell, qui commandait un régiment de cavalerie, s'était révélé comme un soldat intrépide et le plus habile chef de guerre des deux armées. Néanmoins pendant les deux premières campagnes l'avantage sembla rester à l'armée royale; le Cornouailles, qui s'était déclaré pour le parlement, fut même contraint de se soumettre à Charles I^{er}, et les presbytériens essuyèrent une nouvelle défaite à Stratton-Hill, dans le Devonshire.

Mais à la troisième campagne, Cromwell, qui n'était encore que lieutenant général de cavalerie, gagna la célèbre bataille de Marston-Moor et rétablit les affaires du parlement. Alors les royalistes imaginèrent, pour jeter la division parmi les presbytériens, d'accuser les membres les plus influents de la chambre haute de songer à usurper l'autorité pour enchaîner le peuple sous un despotisme aristocratique. Cette accusation prit en effet de la consistance, mais amena un résultat bien différent de celui que les partisans des Stuarts en attendaient; elle servit à éloigner du commandement des troupes les lords d'Essex, Denbigh, Manchester, et à provoquer une mesure qui devait assurer le triomphe de la démocratie; ce fut l'acte appelé « renoncement à soi-même, » par lequel il était dit qu'aucun membre de la chambre des pairs n'aurait le commandement des armées. En conséquence, les anciens généraux furent remplacés par Fairfax et par Olivier

Cromwell. De ce moment l'armée parlementaire fut invincible; elle refoula les royalistes jusqu'à la mer, les chassa de toutes les places fortes qu'ils occupaient, prit possession de Bristol, de Bridge-Water, de Chester, de Sherborn, de Bath et d'Exeter; enfin elle menaça d'assiéger Charles Stuart dans Oxford. Le despote, désespérant de faire tête à l'orage et redoutant de tomber entre les mains du redoutable Cromwell, voulut tenter un dernier effort pour ranimer son parti, et se jeta au milieu de l'armée écossaise, qui était au service du parlement, pour la faire révolter.

Cet acte de folie chevaleresque n'aboutit qu'à hâter le moment de la grande justice du peuple. Le roi fut arrêté par les Écossais eux-mêmes, livré aux commissaires du parlement, et conduit sous bonne garde à Holdenby-Castle, dans le comté de Northampton, où il fut tenu dans une captivité rigoureuse.

Pendant que Charles I^{er} expiait dans la prison ses perfidies et ses lâchetés, d'autres ambitieux, ceux-là même qui avaient été investis des plus hautes charges de l'état, songeaient à recueillir l'héritage des Stuarts; à côté du parlement, qui exerçait une autorité légitime comme représentation de la souveraineté nationale, un autre pouvoir surgit tout à coup; Olivier Cromwell, son gendre Ireton et Fairfax, commencèrent à réagir puissamment sur l'esprit des soldats, parvinrent à leur persuader que l'armée était le corps le plus important de l'état; les poussèrent à organiser, sous le titre d'agitateurs de l'armée, un conseil choisi parmi les officiers pour représenter la chambre des pairs, et un autre conseil plus nombreux, où chaque compagnie se trouvait représentée

par deux soldats, qui formait une espèce de chambre des communes.

Ces deux nouvelles chambres décrétèrent qu'elles seules seraient à l'avenir chargées de veiller sur le salut de l'Angleterre, que le parlement et la chambre haute cessaient leurs fonctions. Comme premier acte d'autorité, elles enlevèrent le roi de Holdenby-Castle, prison choisie par le parlement civil, et le firent transférer à Hampton-Court, qui fut déclarée prison du parlement militaire; puis les troupes se mirent en marche pour s'emparer de Londres, et pour contraindre les communes et la chambre haute à leur céder le droit de gouverner le royaume et de décider du sort de la nation. Dans cette situation désespérée, quelques représentants influents de la chambre des communes firent une motion pour qu'on mît la ville en état de défense, et pour qu'on rassemblât les milices bourgeoises. Mais la chambre des lords et la majorité de celle des communes, redoutant les conséquences d'une lutte avec l'armée, firent toutes les concessions qu'on leur demanda, et licencièrent même la milice de Londres.

Le peuple de la Cité, irrité de cette lâche condescendance, se rassembla en tumulte, courut assiéger la porte de la chambre des communes, et força les représentants à rapporter l'ordonnance qu'ils venaient de publier, et à défendre à l'armée et aux chefs qui la commandaient de s'approcher de la capitale. Cromwell, sans s'inquiéter de l'opposition des citoyens, continua sa marche; et dès qu'il fut en vue de la ville avec sa cavalerie, les portes s'ouvrirent comme d'elles-mêmes pour le laisser entrer. Il alla droit au parlement, pour se justifier d'avoir enfreint ses ordres, et pour se